

## PREFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTÉRIELLES  
ET EUROPÉENNES  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Claire-Lise SOUVIGNET  
Téléphone 04.77.48.45.25 :  
Courriel : claire-lise.souignet@loire.pref.gouv.fr

Dossier n° : 80/4765

Le Préfet de la Loire  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

### Arrêté portant suspension d'activités

**VU** le Titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L 514-2, L 514-3 et R 512-70 ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juillet 1981 modifié réglementant les activités exercées par la société VITALE RECYCLAGE sur le territoire de la commune de SAINT-CYPRIEN – Les Grandes Terres ;

**VU** le récépissé de déclaration du 27 juillet 2006, délivré à la société VITALE RECYCLAGE pour des activités de broyage et le stockage de bois au titre des rubriques 2260.2 et 1530.2 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**VU** l'incendie survenu le 22 août 2008 sur le site de la société VITALE RECYCLAGE, au lieudit « Les Grandes Terres » à Saint Cyprien ;

**VU** la visite inopinée du 28 août 2008 effectuée par l'Inspecteur des Installations classées ;

**VU** le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 1er septembre 2008, établi suite à la visite ci-dessus mentionnée ;

**CONSIDERANT** que l'installation est momentanément hors d'usage, suite à l'incendie du 22 août 2008,

**CONSIDERANT** que les conséquences de l'incendie induisent des effets portant atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé ;

**CONSIDERANT** qu'il y a donc lieu d'ordonner la suspension du fonctionnement de l'installation susvisée afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## ARRETE

**ARTICLE 1er :** La suspension du fonctionnement des installations exploitées par la société VITALE RECYCLAGE, et sises à SAINT-CYPRIEN - Les Grandes Terres, est ordonnée jusqu'à l'octroi de l'autorisation requise à l'article 2.

**ARTICLE 2** - En application de l'article R512-70 du Code de l'Environnement, la remise en service des installations de la société VITALE RECYCLAGE sur son site de Saint CYPRIEN est subordonnée à une nouvelle autorisation ou déclaration.

**ARTICLE 3** - Les travaux et études nécessaires pour satisfaire aux dispositions des articles ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

**ARTICLE 4 :** Pendant la durée de la suspension de fonctionnement, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

**ARTICLE 5 :** L'exploitant est tenu de prendre toutes dispositions nécessaires pour la surveillance de l'installation, la conservation des stocks, l'enlèvement des matières dangereuses, périssables ou gênantes se trouvant dans l'installation.

**ARTICLE 6 :** S'il n'est pas déféré à la présente décision, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> du I de l'article L 514-1 du code de l'environnement.

**ARTICLE 7 :** En application de l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 8 :** M le Sous-Préfet de MONTBRISON, M. le Maire de SAINT-CYPRIEN et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le - 3 SEP. 2008

Pour le Préfet  
Le Préfet  
Laurent Coudane  
